



- MARCHÉ DE SERVICES VALANT ACTE D'ENGAGEMENT ET CCAP

Prestations de nettoyage, d'entretien et d'hygiène des locaux et vitrieres - ENSP Versailles (Marché n° 2024-08)

Vu l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) ;

Pouvoir adjudicateur :

Ecole Nationale Supérieure de Paysage

10 rue du Maréchal Joffre

78000 VERSAILLES

Représentée par sa directrice, Mme Alexandra BONNET

Désignation du comptable assignataire :

Madame l'Agent Comptable de Ecole Nationale Supérieure de Paysage

10 rue du Maréchal Joffre

78000 VERSAILLES

Imputation budgétaire : Budget de l'ENSP

Procédure : Procédure formalisée d'appel d'offre ouvert en application des articles Marchés passé en application des articles L2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique (CCP).

Table des matières

Article 1 – objet et durée du marché	5
1.1 Objet du marché	5
1.2 Durée du marché	5
Article 2 – Documents contractuels	5
Article 3 – Prix	5
3.1 Nature du prix	5
3.2 Forme du prix	5
3.3 Variation du prix	6
Article 4 – Modalités d'exécution	6
4.1 Délais d'exécution et période de préparation	6
4.2 Conditions d'exécution	6
Article 5 – Reprise des personnels	6
Article 6 – Obligation de résultat et de confidentialité	7
Le titulaire du marché s'engage à une obligation de résultat.	7
Article 7 – Protections des données - RGPD	7
7.1 Obligations du titulaire	7
7.1 Sous-traitance	7
Article 8 – Représentant de l'ENSP	8
Article 9 – Opération de contrôle	8
Article 10 – Avance	8
Article 11 – Modalités de règlement	8
11.1 Mode de règlement	8
11.2 Présentation des demandes de paiement	8
11.3 Compte à créditer	9
11.4 Modalités de paiement direct des cotraitants	9
11.5 Comptable assignataire	9
Article 12 – Réfactions – Pénalités - Résiliation	10
12.1 Pénalités	10
12.2 Résiliation	11
Article 13 – Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	11
Article 14 – Hygiène et sécurité - Comportement	11
Article 15 – Assurance	11
Article 16 – Augmentation des prestations	11
Article 17 – Diminution des prestations	12

Article 18 – Modifications relatives au titulaire	12
18.1 Généralités	12
18.2 Modifications mineures	12
18.3 Modifications majeures	12
Article 19 – Remise des documents par le titulaire.....	12
Article 20 – Redressement – Liquidation judiciaire	13
L'article 39.2 du CCAG-FCS s'applique.....	13
Article 21 – Litiges.....	13
Article 22 – Dérogations au C.C.A.G.	13
ENGAGEMENT DU CANDIDAT	14
ACCEPTATION DE L'OFFRE DU REPRESENTANT LEGAL DU POUVOIR ADJUDICATEUR	14

Le présent contrat est un marché public passé selon une procédure formalisée d'appel d'offre ouvert en application des articles L2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique (CCP).

ENTRE :

L'Ecole Nationale Supérieure de Paysage

10 rue du Maréchal Joffre

78000 VERSAILLES

ci-après dénommé « **Le Maître d'ouvrage** »

Représentée par sa Directrice, Alexandra BONNET

d'une part,

et :

l'entreprise :

Nom de l'entreprise :

Adresse

Code Postal & Ville

Adresse électronique de notation :

"le Titulaire"

ci-après dénommée

et représentée par :

N°SIRET :

Code APE :

Références bancaires :

• Ouvert au nom de :

Domiciliation :

Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :

IBAN :

BIC :

Établissement teneur du compte :

Adresse :

Code Postal - Ville

d'autre part,

Article 1 – objet et durée du marché

1.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet l'exécution des prestations nécessaires au nettoyage, à l'entretien régulier et à l'hygiène de locaux, de la boutique et des blocs sanitaires de l'ENSP à Versailles.

La technique d'achat employée est celle de l'accord-cadre à bons de commande, en application des dispositions des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du CCP.

Il s'agit d'un accord-cadre composite sous forme mono-attributaire conformément à l'article R.2112-6 du CCP composée d'une partie ordinaire traitée à prix global et forfaitaire pour les prestations récurrentes et une partie à bons de commande traitées à prix unitaires pour les prestations occasionnelles.

Les prestations occasionnelles seront exécutées au fur et à mesure de la survenance des besoins et de l'émission de bons de commande qui pourront être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché.

1.2 Durée du marché

La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa date de notification.

Il est reconductible trois fois par **tacite reconduction**, sans pouvoir excéder 48 mois au total. Pour ne pas reconduire l'accord-cadre, l'ENSP doit se prononcer par écrit en respectant un préavis de trois mois avant la date anniversaire du marché.

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification.

Toutefois le début d'exécution des prestations ne commencera qu'à la réception du premier bon de commande relatif aux prestations régulières par le titulaire.

Article 2 – Documents contractuels

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ☒ Le présent acte d'engagement valant CCAP ;
- ☒ La DPGF et le BPU ;
- ☒ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- ☒ Le mémoire technique du titulaire ;
- ☒ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G). applicable aux fournitures courantes et services.

Article 3 – Prix

3.1 Nature du prix

Le montant maximum du marché est fixé à **75 000 € HT** par an pour les prestations régulières.

L'accord-cadre est conclu à prix forfaitaires pour les prestations régulières.

Les prestations ponctuelles effectuées à la demande en dehors du forfait, seront réalisées dès la notification d'un bon de commande sur la base des prix unitaires établis au BPU.

Ces prix s'entendent hors T.V.A. et aux conditions économiques du mois de remise des offres (ce mois est appelé mois zéro, soit juin 2024).

3.2 Forme du prix

Il s'agit d'un accord-cadre composite sous forme mono-attributaire conformément à l'article R.2112-6 du CCP, composée d'une partie ordinaire traitée à prix global et forfaitaire pour les prestations récurrentes et une partie à bons de commande traitée à prix unitaires pour les prestations occasionnelles.

Les prix couvrent toutes dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes parafiscales, frais de livraison, séjour et de déplacement, les consommables et le remplacement des petites fournitures nécessaires à la maintenance. Aux prix ainsi définis, s'applique la TVA au taux en vigueur le jour de l'émission de la facture.
Les prix sont libellés en euros et sont réputés complets.

3.3 Variation du prix

Les prix sont réputés fermes pendant la première année de l'accord-cadre.
Les prix sont ensuite révisés, à la date anniversaire du marché selon la formule suivante :
$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (I/I_0)]$$

Dans laquelle :

P : Prix révisé hors TVA

P₀ : Prix choisi de l'année et du mois M₀

I : Indice publié à la date de la révision

M₀ : Mois correspondant à celui de la date limite de remise des offres.

Les valeurs de l'indice sont à relever à l'INSEE :

Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 –
Nettoyage courant, marché public
Prix de base – Base 2015
Données trimestrielles brutes
Identifiant : 010546452

Clause de sauvegarde :

L'ENSP se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent accord cadre après réception des changements de tarifs, si l'augmentation moyenne des prix est supérieure à 3 % (trois pour cent) par an.

La décision de résiliation précisera sa date d'effet.

Article 4 – Modalités d'exécution

4.1 Délais d'exécution et période de préparation

Afin de faciliter la mise en place du marché, une réunion de lancement sera organisée avec le titulaire dans la semaine suivant la notification. Cette réunion a pour but de fixer les modalités pratiques d'exécution. Elle permettra également de mettre en place le plan de prévention.

Les conditions d'exécution (nature des prestations et fréquences de réalisation) figurent de façon détaillée dans le CCTP et ses annexes.

Pour les prestations régulières, l'ENSP émettra un bon de commande annuel.

Pour les prestations ponctuelles et de vitrerie, le représentant de l'ENSP émettra un bon de commande au fur et à mesure des besoins.

4.2 Conditions d'exécution

Les conditions d'exécution, (nature des prestations et fréquences de réalisation) figurent de façon détaillée dans le CCTP et ses annexes.

Article 5 – Reprise des personnels

Pour le personnel œuvrant actuellement au bâtiment Saint-Louis, le titulaire s'engage à reprendre à la date d'effet de l'accord-cadre les personnels du titulaire précédent (mentionnés dans la liste jointe en annexe au présent CCAP), sauf refus de leur part et ce, dans les conditions de la convention collective en vigueur.

Cette convention collective est disponible sur le site Internet suivant :

https://www.legifrance.gouv.fr/conv_coll/id/KALICONT000027172335

Article 6 – Obligation de résultat et de confidentialité

Le titulaire du marché s'engage à une obligation de résultat.

Le titulaire est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'ENSP, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché et s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'ENSP à résilier le marché, aux torts du titulaire.

Article 7 – Protections des données - RGPD

Dans le cadre du marché, le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD »).

7.1 Obligations du titulaire

Au cours du marché, le titulaire et l'ENSP (ci-après : les Parties) peuvent partager des données personnelles d'individus participant à la collaboration telles que le nom ou le numéro de téléphone. Chaque partie peut stocker et traiter ces informations de contact. Les Parties conviennent donc que les données ne seront traitées qu'à des fins administratives, dans la mesure nécessaire à l'exécution du marché.

Si d'autres données venaient à être nécessaires à celle-ci le titulaire s'engage à respecter de façon absolue, notamment, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Ne pas transférer de données personnelles hors de l'Union Européenne sans l'autorisation écrite préalable de l'établissement bénéficiaire ;
- Mettre en place une politique appropriée d'habilitation de son personnel notamment par des clauses de confidentialité intégrées aux contrats de travail ou, les cas échéant, des clauses de l'accord de confidentialité signées par ses salariés ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et garantisse la protection des droits des personnes. Ces mesures devront également garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Aider l'ENSP à garantir le respect des obligations de sécurité du traitement prévues aux articles 32 à 36 du RGPD, et notamment mettre à sa disposition toutes les informations nécessaires démontrant le respect de ces obligations et permettre la réalisation d'audits. Cette aide devra être fournie par le titulaire dans le cadre des audits que l'établissement bénéficiaire pourrait effectuer auprès du titulaire mais aussi dans le cadre des audits que l'autorité de contrôle pourrait réaliser auprès de l'établissement bénéficiaire ;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de l'établissement bénéficiaire.

7.1 Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter tout ou partie des prestations qui lui sont confiées sans l'autorisation écrite préalable de l'établissement bénéficiaire.

Le sous-traitant devra respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel. Il appartiendra au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente des garanties

suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'ENSP de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

Article 8 – Représentant de l'ENSP

L'ENSP désigne une personne ressource chargée du contrôle de l'exécution des prestations.

Le titulaire est l'interlocuteur de la personne ressource, duquel il reçoit toute directive concernant l'exécution des prestations.

L'ENSP transmet au titulaire les noms et coordonnées du/des personne(s) ressource(s) qu'elle a désigné, au plus tard quinze (15) jours suivant la date de notification de l'accord cadre.

Article 9 – Opération de contrôle

Par dérogation aux articles 28 et 30 du CCAG-FCS, un contrôle contradictoire pourra être effectué par le représentant de l'ENSP en présence du titulaire.

Des contrôles inopinés pourront également être effectués par le représentant de l'ENSP.

Les prestations non exécutées, ou exécutées de façon insatisfaisante, seront répertoriées et transmises par courriel au titulaire.

Le titulaire devra engager une action correctrice.

En cas de manquements répétés, des pénalités pourront être appliquées.

Article 10 – Avance

Le titulaire peut bénéficier d'une avance, dans les conditions des articles R2191-3 et R2391-5 du CCP, pour tout bon de commande supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % (cinq pour cent) du montant TTC du bon de commande. L'avance est payée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du bon de commande concerné. Elle n'est ni actualisable, ni révisable.

☐ J'accepte l'avance

☐ Je refuse l'avance

Le remboursement de l'avance est effectué en une seule fois dès que le montant des prestations effectuées aura atteint 80 %.

Article 11 – Modalités de règlement

11.1 Mode de règlement

Les sommes dues au titulaire, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.2 Présentation des demandes de paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G - FCS.

Les décomptes afférents au paiement seront établis en avec les mentions légales et les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier,
- Le code CHORUS,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro du marché et du bon de commande,
- la nature des prestations effectuées,
- le prix des prestations accessoires,
- le taux de TVA légalement en vigueur et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,
- la date de facturation.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur. Le titulaire doit adresser ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse :

<https://choruspro.gouv.fr>

Les paiements sont effectués par virement au compte du titulaire.

11.3 Compte à créditer

Le titulaire du marché demande que la personne publique règle les sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du(des) compte(s) précisé(s) ci-après.

- Ouvert au nom de :
pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
IBAN :
BIC :

11.4 Modalités de paiement direct des cotraitants

- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur :

☐ un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue au présent marché.

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;

Le paiement est effectué sur :

☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du C.C.A.G.- FCS.

11.5 Comptable assignataire

Le comptable public assignataire des paiements est :

Mme Isabelle PIREs

Tél. : 01 39 24 62 07

i.pires@ecole-paysage.fr

Article 12 – Réfections – Pénalités - Résiliation

12.1 Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le titulaire encourt en cas de manquement à ses obligations contractuelles, les pénalités inscrites dans le tableau en infra, sans mise en demeure. Les pénalités sont applicables en cas de non-respect par le titulaire de ses engagements contractuels.

Les pénalités sanctionnent un retard ou le non-respect d'une des clauses de l'accord-cadre.

Les pénalités sont cumulables entre elles et sont déduites des règlements à effectuer au titulaire.

La correction par le titulaire de son inexécution ou mauvaise exécution ne le dispense en aucun cas du paiement de la pénalité.

En aucun cas, les pénalités liées aux prestations récurrentes ne pourront dépasser 20 % du montant total de l'accord-cadre sur la durée de celui-ci.

En fonction des remarques effectuées, le titulaire devra prendre en charge la mise en place de l'intégralité des actions correctives nécessaires, afin de garantir à l'ENSP la réalisation pleine et entière des prestations conformément aux spécificités de l'annexe A au CCTP.

Listes des pénalités applicables :

Pour les prestations régulières, en cas de constatation d'inexécution totale ou partielle des prestations lors du contrôle contradictoire	50 € HT par lieu non effectué par jour de retard
Pour les prestations ponctuelles, en cas d'inexécution totale ou partielle des prestations	2 fois le produit de la surface par le prix unitaire figurant sur le BPU
Non réalisation des autocontrôles	150 € HT par manquement constaté
Non production de la liste nominative	50 € HT par jour de retard
Non mise en place du cahier de liaison	50 € HT par jour de retard
Non-respect des moyens en personnel et en matériel (précisés dans la DPGF	100 € HT par jour
Non remplacement d'un agent absent	100 HT € par jour
Non remplacement d'un matériel ou d'une machine défectueuse dans les délais	50 € HT par jour de retard
Insuffisance d'approvisionnement en consommables des équipements sanitaires après constat	50 € HT par article hygiène non remplacé
Pénalités pour non-respect des consignes de sécurité	80 € HT par infraction
Utilisation de matériels et équipements sans autorisation	75,00 € HT par infraction
Etat d'ivresse sur site	300,00 € HT par constat
Introduction d'un tiers non autorisé	300,00 € HT par personne
Pénalités pour non communication du personnel à reprendre (au terme de l'accord-cadre)	70 € par jour de retard suivant la demande de l'ENSP

12.2 Résiliation

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de manquement réitéré du titulaire à ses obligations, l'ENSP sera en droit de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire, sans indemnité.

Cette résiliation interviendra indépendamment des pénalités que l'ENSP pourrait réclamer.

Article 13 – Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements sur la protection de la main-d'œuvre et conditions de travail. Les stipulations de l'article 6 du C.C.A.G./FCS sont applicables.

Les salariés de nationalité étrangère devront être munis d'un titre les autorisant à exercer une activité professionnelle en France.

L'employeur devra s'assurer de leur maîtrise suffisante de la langue française pour la compréhension des consignes, en particulier en matière de sécurité.

Des vêtements et équipements de protection spécifiques à l'exécution des prestations seront fournis par le titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire devra fournir la liste nominative du personnel dans le délai fixé à l'article 19 du présent CCAP. Cette liste devra être tenue à jour trimestriellement.

Article 14 – Hygiène et sécurité - Comportement

Les stipulations prévues à l'article 5.3 du C.C.A.G./F.C. S'appliquent.

Le personnel du titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers.

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel le code du travail ainsi que le règlement intérieur et de sécurité propre au site, et notamment en ce qui concerne :

- Les alarmes de sécurité et de sûreté ;
- Le travail en hauteur ;
- L'encombrement des passages ;
- L'utilisation des équipements de sécurité.

Article 15 – Assurance

Dans les 15 jours suivant la notification de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à fournir à l'ENSP une attestation de son assurance indiquant la nature et la durée des garanties souscrites. L'étendue de la garantie devra être précisée pour les dommages corporels.

Le non-respect de cette clause par le titulaire entraînera la résiliation d'office de l'accord-cadre, sans aucune indemnité compensatrice.

Tous dégâts ou bris de matériel appartenant à l'ENSP, du fait du titulaire, seront réparés ou remplacés par celui-ci, à ses frais, en accord avec la personne responsable de l'accord-cadre ou son représentant habilité, dans les huit jours suivant la constatation.

Article 16 – Augmentation des prestations

Dans l'hypothèse où l'ENSP demanderait au titulaire d'assurer l'entretien et le nettoyage de surfaces non prévues dans l'état descriptif (ex : cas d'un nouveau bâtiment construit à intégrer à l'accord-cadre), d'augmenter la périodicité de ses prestations, ou d'effectuer des prestations complémentaires à la demande, le titulaire ne saurait y déroger si la demande a été formulée par bon de commande à partir des documents relatifs aux prix, présentant la liste de chaque type de prestation recensée et le tarif correspondant.

Article 17 – Diminution des prestations

En cas de fermeture temporaire d'un ou de plusieurs bâtiment(s) (pour travaux par exemple) supérieure à un mois, l'ENSP préviendra le titulaire au moins deux mois à l'avance afin qu'il puisse s'organiser en conséquence.

Dans ce cas, Il est entendu qu'aucune facturation correspondant au(x) bâtiment(s) concerné(s) ne pourra être adressée à l'ENSP.

Article 18 – Modifications relatives au titulaire

18.1 Généralités

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du titulaire du marché est portée sans délai à la connaissance de l'ENSP.

Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB etc...).

18.2 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications :

- de la dénomination sociale du titulaire ;
- de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- des coordonnées bancaires.

Ces modifications doivent toutefois être portées à la connaissance de l'ENSP dans les plus brefs délais.

18.3 Modifications majeures

Sont considérées comme des modifications majeures :

- tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire ;
- tout projet de cession du marché conclu avec l'ENSP ;
- toute autre modification affectant l'exécution du marché par le titulaire.

Dans un tel cas le titulaire devra alerter l'ENSP dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation par l'ENSP de la cession du marché, celle-ci fera l'objet d'une modification du marché par voie d'avenant établi par l'ENSP, constatant le transfert au nouveau titulaire.

Article 19 – Remise des documents par le titulaire

Le titulaire devra fournir, dans les délais indiqués ci-après, les documents suivants visés dans les articles du CCTP.

Liste nominative du personnel	Art. 4.5 du CCTP	20 jours à dater de la notification de l'accord-cadre
Formation du personnel repris	Art. 5 du CCTP	20 jours à dater de la notification de l'accord-cadre

Article 20 – Redressement – Liquidation judiciaire

L'article 39.2 du CCAG-FCS s'applique.

Article 21 – Litiges

En aucun cas, les contestations survenant entre l'ENSP et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En cas de persistance du litige, celui-ci sera réglé par les lois et les règlements du droit français.

Le tribunal administratif de Versailles est seul compétent et la loi française est seule applicable.

Article 22 – Dérogations au C.C.A.G.

L'article ci-dessous du présent AE - C.C.A.P :	Déroge à l'article suivant du C.C.A.G :	Relatif à :
12	14	Pénalités de retard

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Signature du candidat

A

Le

VISA OU AVIS DE L'AUTORITÉ CHARGÉE DU CONTRÔLE FINANCIER

Signature

A

Le

ACCEPTATION DE L'OFFRE DU REPRÉSENTANT LÉGAL DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Signature du représentant légal

A Versailles

Le

DATE DE NOTIFICATION

Signature du représentant légal

A

Le